



Les grands titres:

- Cisjordanie : l'ONU condamne le meurtre d'un bébé palestinien dans un incendie criminel
- Un vaccin efficace contre le virus Ebola est à portée de main, selon l'OMS
- Fin de la Mission de l'ONU contre Ebola : l'OMS prendra le relais le 1er août
- Libéria : des milliers d'enfants nés pendant la crise d'Ebola pourraient être en danger, selon l'UNICEF
- L'Envoyée spéciale du HCR Angelina Jolie rencontre des déplacés au Myanmar
- Le PAM évite d'interrompre son aide aux réfugiés syriens grâce à une contribution des Etats-Unis

Cisjordanie : l'ONU condamne le meurtre d'un bébé palestinien dans un incendie criminel



31 juillet - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a fermement condamné vendredi le meurtre d'un enfant palestinien en Cisjordanie dans un incendie criminel et a appelé les auteurs de cet « acte terroriste » à être rapidement traduits en justice.

M. Ban a présenté ses plus sincères condoléances aux parents de l'enfant, Ali Dawabsha, qui ont eux-mêmes été grièvement blessés, a précisé le porte-parole du Secrétaire général dans un communiqué de presse.

L'incendie criminel a eu lieu dans le village de Duma, près de Naplouse, en Cisjordanie occupée. Un autre enfant âgé de quatre ans a également été blessé.

Selon la presse, quatre colons israéliens, qui avaient pénétré à Duma ont mis le feu à une des maisons située à l'entrée de ce village palestinien et inscrit des slogans sur un mur avant de s'enfuir en direction d'une colonie voisine.

« L'incapacité récurrente à lutter de manière efficace contre l'impunité pour les actes répétés de violence commis par des colons a conduit à un nouvel incident horrible ayant entraîné la mort d'un innocent. Cela doit cesser », a dit le porte-parole du Secrétaire général.

Selon le chef de l'ONU, « l'absence d'un processus politique et la politique de colonisation illégale par Israël, ainsi que les pratiques dures et inutiles de démolition de maisons palestiniennes, ont entraîné une hausse de l'extrémisme violent des deux côtés ». « Cela présente une nouvelle menace à aspiration légitime du peuple palestinien à un Etat ainsi qu'à celle du peuple d'Israël en matière de sécurité. Le Secrétaire général exhorte les deux parties à prendre des mesures courageuses pour retrouver le chemin de la paix », a souligné le porte-parole.

Ban Ki-moon a appelé une nouvelle fois toutes les parties à s'assurer qu'il n'y ait pas une escalade des tensions entraînant de nouveaux morts.

Plus tôt dans la journée, le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Nickolay Mladenov, s'était déclaré choqué par la mort de ce bébé palestinien dans un incendie criminel qui aurait été provoqué par des



extrémistes juifs.

« Mes pensées vont à la famille et aux amis des victimes », a dit M. Mladenov dans une déclaration à la presse.

« Je me joins aux fermes condamnations exprimées par les gouvernements et les dirigeants israéliens et palestiniens. J'appelle à une enquête rapide et complète pour traduire les auteurs de cet crime terroriste devant la justice », a-t-il ajouté.

Selon le Coordonnateur spécial, ce meurtre a été commis « avec un objectif politique » et il ne faut pas laisser ce type d'actes menacer les perspectives de paix. Il a jugé que cela renforçait la nécessité d'un « règlement immédiat du conflit et de la fin de l'occupation ».

Fin de la Mission de l'ONU contre Ebola : l'OMS prendra le relais le 1er août



31 juillet - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a annoncé vendredi la fermeture de la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre Ebola (MINUAUCE) ce 31 juillet 2015, tout en précisant que les efforts de l'ONU pour lutter contre l'épidémie se poursuivront sous la supervision de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

« Alors que nous continuons nos efforts pour mettre fin à l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, nous avons atteint une étape importante dans la riposte mondiale contre le virus Ebola », a salué M. Ban dans un communiqué de presse.

Prenant acte de cette avancée, le Secrétaire général a annoncé la fin de la MINUAUCE à partir du 31 juillet.

« La mission a atteint son objectif de base qui était de renforcer la lutte [contre le virus] sur le terrain et de rassembler sous une même bannière les différents intervenants à l'appui des efforts entrepris au niveau national », a estimé le chef de l'ONU.

À compter du 1er août, a-t-il ajouté, la responsabilité de l'action d'urgence du système onusien contre Ebola reviendra entièrement à OMS, sous l'autorité directe de sa Directrice générale, Dr. Margaret Chan.

« Je suis déterminé à maintenir un haut niveau d'engagement des Nations Unies nécessaire pour parvenir à zéro cas », a poursuivi M. Ban, précisant que les personnes actuellement en charge de gérer l'action d'urgence contre Ebola resteront déployées sur le terrain.

Le Secrétaire général a affirmé que l'engagement des Nations Unies à soutenir les gouvernements de la Guinée, du Libéria et de la Sierra Leone dans leurs efforts pour parvenir à zéro cas demeure sans faille.

« Nous avons fait des progrès considérables, mais la crise n'est pas encore terminée », a-t-il ajouté, soulignant que l'apport de ressources supplémentaires par l'ONU et ses partenaires est nécessaire pour mettre fin à l'épidémie et soutenir les activités de relèvement des pays touchés.

M. Ban a par conséquent demandé aux États membres de maintenir leur soutien financier et politique pour parvenir à cet objectif.

L'Envoyée spéciale du HCR Angelina Jolie rencontre des

déplacés au Myanmar



31 juillet - L'Envoyée spéciale du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) Angelina Jolie Pitt s'est rendue jeudi dans l'Etat de Kachin, au Myanmar, où plus de 100.000 personnes ont été déplacées depuis la rupture d'un accord de cessez-le-feu entre les forces armées du Myanmar et des groupes ethniques armés en 2011.

L'actrice américaine a rencontré dans le canton de Myitkyina des familles déplacées qui lui ont parlé des difficultés d'accès aux services de base, notamment les soins de santé. Une femme âgée de 90 ans lui a expliqué comment elle a été déplacée pratiquement tout au long de sa vie, soit environ 10 fois depuis les années 1960, et la dernière fois en 2012, a précisé le HCR dans un communiqué de presse.

Angelina Jolie Pitt a également parlé avec une famille qui venait d'arriver après avoir fui le canton de Sumprabum, dans le nord de l'État de Kachin, et passé 10 jours dans la forêt. « Nous avons de la famille et des amis qui sont encore coincés dans la forêt. Ils ont besoin d'une aide d'urgence », a expliqué le chef de famille.

L'Envoyée spéciale a souligné l'importance de l'accès humanitaire pour aider les familles déplacées. Aucun des acteurs humanitaires locaux ou internationaux n'a pu accéder à cette zone de conflit depuis le début des affrontements à la fin juin cette année.

« Les femmes et les filles ont besoin d'avoir un rôle important et actif dans le processus de paix », a déclaré Mme Jolie Pitt. « Avec les pourparlers de cessez-le-feu et les élections à venir, il est essentiel que l'ensemble du peuple du Myanmar, y compris les personnes déplacées, puissent participer aux décisions qui affectent leur avenir ».

Un vaccin efficace contre le virus Ebola est à portée de main, selon l'OMS



31 juillet - L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a indiqué vendredi qu'un vaccin efficace contre le virus Ebola était à portée de main, alors que les résultats d'un essai clinique en Guinée ont montré que le vaccin testé était très efficace.

« C'est une avancée très prometteuse », a déclaré la Directrice générale de l'OMS, Dr. Margaret Chan dans un communiqué de presse. « Nous l'avons obtenue grâce au gouvernement guinéen, aux personnes vivant dans les communautés et aux nombreux partenaires de ce projet. Un vaccin efficace sera une arme supplémentaire très importante dans la lutte contre l'actuelle flambée d'Ebola et les flambées futures ».

L'OMS a précisé que les résultats d'une analyse intérimaire de l'essai clinique de phase III réalisé en Guinée – essai mené sur une large population de patients pour comparer l'efficacité du nouveau traitement par rapport au traitement de référence – démontrent que le vaccin Ebola VSV-EBOV (Merck, Sharp & Dohme) est très efficace.

Le Conseil de surveillance et de sécurité des données – organe indépendant composé d'experts internationaux –, qui a procédé à cette étude, a recommandé de poursuivre cet essai. Les résultats préliminaires des analyses de ces données provisoires sont publiés vendredi dans la revue britannique *The Lancet*.

Selon l'OMS, bien que, jusqu'à présent, le vaccin semble être efficace chez tous les sujets vaccinés, il faudra disposer de données plus concluantes pour savoir si le vaccin peut conférer une « immunité collective » à des populations entières. À cette fin, l'autorité nationale de réglementation des produits médicaux et le comité national d'éthique de la Guinée ont approuvé la poursuite de l'essai.

« C'est le cadeau de la Guinée à Afrique de l'Ouest et au monde », a déclaré le Dr Sakoba Keita, coordonnateur national de

la riposte à Ebola en Guinée. « Les milliers de bénévoles de Conakry et d'autres régions de la Basse-Guinée, mais aussi de nombreux médecins, gestionnaires de données et mobilisateurs communautaires guinéens, ont contribué à trouver une ligne de défense contre cette terrible maladie ».

Le vaccin VSV-EBOV a été mis au point par l'Agence de la santé publique du Canada. Le vaccin a été donné sous licence à NewLink Genetics, et le 24 novembre 2014, Merck & Co., Inc et NewLink Genetics Corp. ont conclu un accord de licence mondial et exclusif dans lequel Merck assume la responsabilité de la recherche, de la mise au point, de la fabrication et de la distribution du vaccin expérimental.

L'essai du vaccin contre Ebola en Guinée est le résultat des efforts coordonnés de nombreux organismes internationaux. L'OMS assure l'appui réglementaire de l'étude, qui est mise en œuvre par le ministère guinéen de la Santé, l'OMS, Médecins sans Frontières (MSF), EPICENTRE et l'Institut norvégien de santé publique.

Libéria : des milliers d'enfants nés pendant la crise d'Ebola pourraient être en danger, selon l'UNICEF



31 juillet - Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a annoncé vendredi que plusieurs dizaines de milliers d'enfants dont les naissances n'ont pas été officiellement enregistrées depuis le début de l'épidémie d'Ebola au Libéria courent désormais le risque d'être victimes de la traite ou d'adoptions illégales.

Dans un communiqué de presse rendu public à Monrovia, la capitale du pays, l'agence onusienne a averti que plus de 70.000 enfants libériens sans identité officielle pourraient se voir privés d'accès à la santé, aux services sociaux et à des documents d'identité, ce qui les exposerait du même coup à la traite ou à des adoptions illégales.

« Aucun enfant ne devrait subir l'indignité, ou ne pas pouvoir bénéficier d'une protection de la part d'un Etat ou d'autres entités, et ne pas accéder aux services de base auxquels ils ont droit simplement parce qu'ils n'ont pas été officiellement identifiés », a déclaré le Représentant de l'UNICEF au Libéria, Sheldon Yett.

« Nous ne pouvons pas et ne devons jamais permettre que cela se produise », a insisté M. Yett.

L'UNICEF a ainsi constaté que l'enregistrement des naissances en 2014 et 2015 avait fortement chuté par rapport aux niveaux antérieurs à l'apparition du virus Ebola.

Selon l'agence, le nombre d'inscriptions d'enfants au registre des naissances est passé de 79.000 en 2013 à 48.000 en 2014, soit une diminution de 39%, alors que de nombreux établissements de santé avaient fermé leur portes ou réduit leurs effectifs en raison de la lutte contre l'épidémie. Entre janvier et mai 2015, a précisé l'agence, seulement 700 enfants auraient été enregistrés à la naissance.

« Les enfants qui ne sont pas officiellement enregistrés à la naissance n'existent pas », a déclaré M. Yett. « Sans la citoyenneté, les enfants du Libéria, qui ont déjà connu de terribles souffrances en raison du virus Ebola, s'exposent à des risques de marginalisation ».

Avant l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, qui a tué plus de 11.000 personnes au Libéria, en Sierra Leone et en Guinée, l'UNICEF avait fortement contribué à l'augmentation du taux d'inscription des naissances au Libéria, qui était passé de 4% (le deuxième taux le plus faible au monde) à 25% en 2013.

Le PAM évite d'interrompre son aide aux réfugiés syriens grâce à une contribution des Etats-Unis



31 juillet - Contraint d'envisager de suspendre son assistance alimentaire à environ un demi-million de réfugiés syriens en Jordanie par manque de fonds, le Programme alimentaire mondial (PAM) a toutefois annoncé vendredi qu'il sera en mesure de continuer ses opérations dans le pays jusqu'à fin août, quoique de façon réduite, grâce à une contribution financière significative des Etats-Unis.

« Cette contribution opportune nous a aidé à éviter des coupures importantes, mais à moins que d'autres bailleurs de fonds ne se manifestent, nous serons très probablement confrontés à la même situation dans quelques mois », a averti le Directeur régional du PAM pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord, l'Asie Centrale et l'Europe de l'Est, Muhannad Hadi.

Les 65 millions de dollars de contribution versés par les Etats-Unis ont notamment permis à l'agence de fournir des bons alimentaires ou « e-cards » à 440.000 réfugiés contraints de vivre en dehors des camps en Jordanie. Les réfugiés les plus vulnérables recevront 14 dollars par personne au mois d'août, soit la moitié de ce que le PAM leur versait jusqu'ici, et les réfugiés vivant dans des conditions légèrement plus favorables recevront seulement 7 dollars chacun.

« Il est épouvantable d'entendre une mère dire qu'elle noue des foulards autour des ventres de ses enfants afin qu'ils ne se réveillent pas avec la sensation de faim », a ajouté M. Hadi.

Dans le même temps, les 95.000 réfugiés syriens vivant dans des camps en Jordanie continueront de recevoir une aide de 28 dollars par personne et par mois.

Sur les 65 millions de dollars perçus par le PAM, 47 millions seront utilisés pour soutenir l'apport de bons alimentaires aux réfugiés en Jordanie, au Liban, en Turquie, en Iraq et en Egypte, et 18,5 millions seront utilisés dans le cadre du programme du PAM en Syrie, qui prend en charge environ 4 millions de personnes déplacées chaque mois .

Le PAM a par ailleurs annoncé avoir besoin de 168 millions de dollars supplémentaires pour continuer à soutenir les réfugiés en Jordanie, au Liban, en Turquie, en Iraq et en Egypte jusqu'au mois d'octobre 2015.